

ENQUÊTE SUR LES JURISTES D'ENTREPRISE ET LEUR RÉMUNÉRATION

Cette note de synthèse est le résultat d'une enquête sur le métier de Juriste d'entreprise, menée conjointement par l'AFJE, Association Française des Juristes d'entreprise et Robert Half, spécialiste du recrutement dans les métiers juridique et fiscal.

Cette enquête a été soumise aux Juristes d'entreprise par la voie d'une consultation Internet qui s'est déroulée en 2008. Elle porte sur un échantillon de 855 Juristes. L'analyse des réponses permet de mieux cerner le profil, les attributions et les responsabilités du Juriste d'entreprise français, et d'en mesurer l'impact sur son niveau de rémunération et sur ses perspectives d'avenir.

En synthèse, les principaux points ressortant de cette enquête sont les suivants :

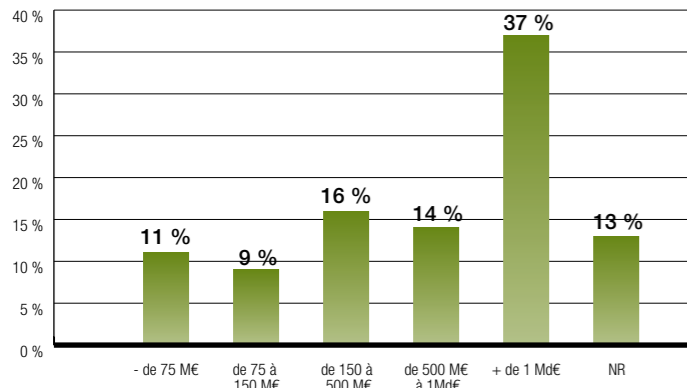
- Un métier avec une forte présence féminine*
- Une rémunération annuelle fixe moyenne de 35 000 € en début de carrière, dépassant les 120 000 € en fin de carrière*
- Des critères différenciateurs de rémunération « classiques » (âge, localisation, formation etc.)*
- Une prépondérance donnée à l'intérêt du poste plutôt qu'à la rémunération.*
- Une part variable et des avantages en nature liés à la fonction occupée à la taille de l'entreprise.*

PROFIL DU JURISTE EN ENTREPRISE

Présentation générale de l'échantillon

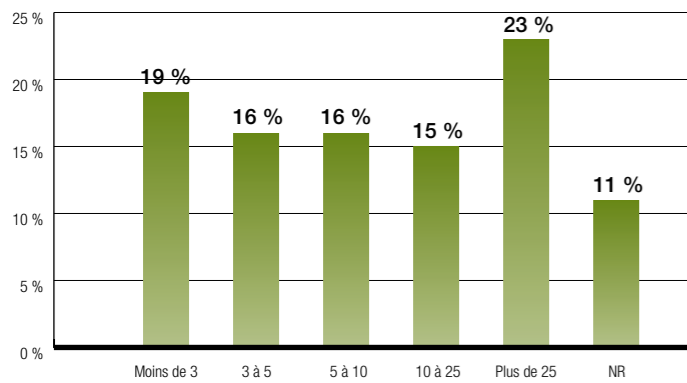
En préalable à l'analyse détaillée des données recueillies, il est important de bien cerner l'environnement dans lequel évoluent les « Juristes⁽¹⁾ » d'entreprise ayant répondu à l'enquête.

CHIFFRE D'AFFAIRE DE L'ENTREPRISE



- Plus de 60% travaillent dans des grandes entreprises (chiffre d'affaires annuel supérieur à 500 millions d'euros). Plus de 70% d'entre eux opèrent dans des entreprises qui comptent au moins 500 salariés.
- Dans quatre cas sur cinq, l'entreprise à laquelle ils appartiennent fait partie d'un groupe (maison-mère, holding ou filiale).
- Les secteurs d'activité représentés par l'échantillon sont à la fois l'industrie (35%), les services (31%), le commerce et la distribution (9%), la banque et l'assurance (10%).
- Dans plus de 55% des cas, les Juristes évoluent au sein d'équipes juridiques de taille importante (plus de 5 collègues Juristes).

EFFECTIF JURISTE DANS L'ENTREPRISE

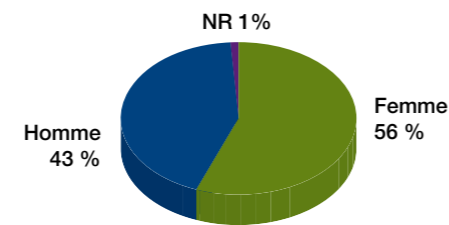


- 72% des Juristes exercent leur activité professionnelle en Île de France (et 40% à Paris intra-muros). Moins de 3% travaillent à l'étranger.
- Près des deux tiers sont amenés à évoluer partiellement ou totalement dans un contexte international ; seul 29% des juristes déclarent travailler dans un contexte purement national.
- La quasi totalité (91%) exerce en CDI.

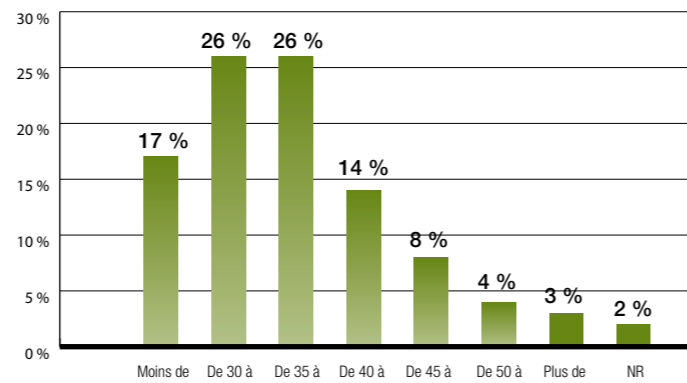
(1) Pour les besoins du document nous utiliserons la dénomination « Juriste » pour désigner les juristes d'entreprise ayant répondu à notre enquête.

Age et sexe

REPARTITION DES JURISTES SELON LE SEXE



AGE DES JURISTES



Au sein de l'échantillon observé, l'âge moyen du Juriste est de 36,5 ans ; 50% des juristes ont moins de 35 ans. A noter également la proportion importante de Juristes de moins de 30 ans et la part prépondérante des classes d'âge 30-40 ans.

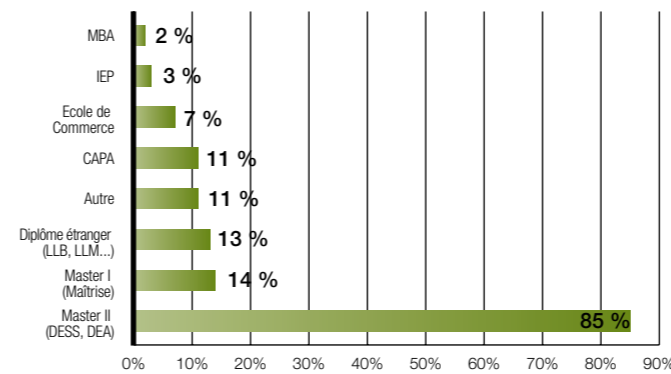
La population des Juristes d'entreprise continue d'être majoritairement féminine : 57% de femmes contre 43% d'hommes. La proportion de femmes est largement majoritaire sur les classes d'âge de moins de 45 ans (73% dans la catégorie des moins de 30 ans), ainsi qu'en Région parisienne (60%).

REPARTITION DES JURISTES SELON LE SEXE ET L'AGE

	Homme	Femme	Total
Moins de 30 ans	27%	73%	100%
Entre 30 et 35 ans	42%	58%	100%
Entre 35 et 40 ans	45%	55%	100%
Entre 40 et 45 ans	55%	55%	100%
Entre 45 et 50 ans	55%	45%	100%
Entre 50 et 55 ans	47%	53%	100%
55 ans et plus	73%	27%	100%
Total	43%	57%	100%

Formation

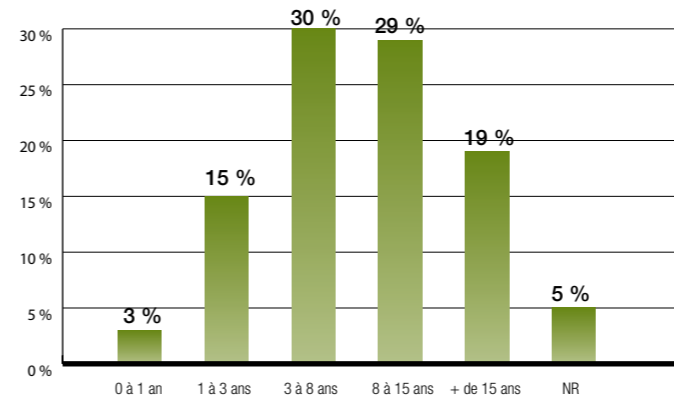
CURSUS DES JURISTES



Dans plus de 80% des cas, les Juristes sont passés par l'Université (Masters I et II). Il est néanmoins fréquent qu'ils disposent d'une double formation (CAPA, diplôme étranger...).

Expérience antérieure

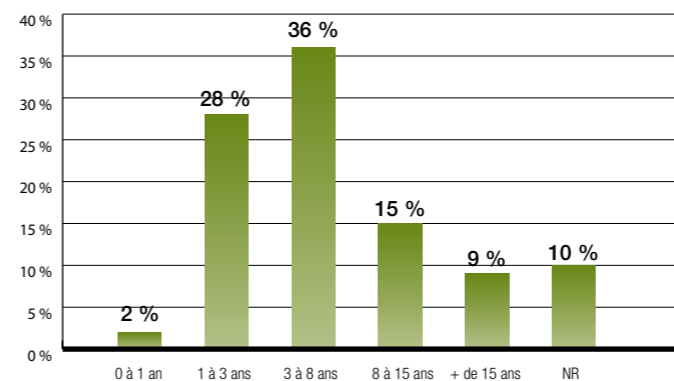
EXPERIENCE DE JURISTE D'ENTREPRISE



Parmi les 20% des Juristes d'entreprise ayant déclaré avoir exercé antérieurement une autre profession, 55% ont exercé en tant qu'avocat.

Stabilité dans le poste

ANCIENNETE DANS L'ENTREPRISE ACTUELLE

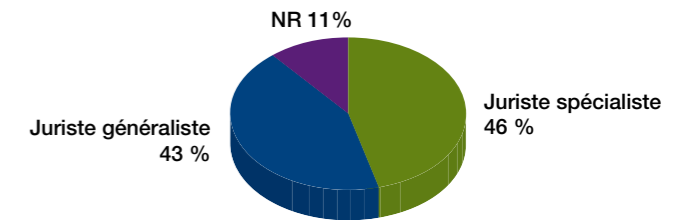


La stabilité dans le poste semble être une caractéristique de cette population : 34% des Juristes exercent dans la même entreprise depuis plus de 8 ans.

Spécialisations

L'échantillon est équitablement réparti entre spécialiste et généraliste.

REPARTITION DES JURISTES SELON LEUR DOMAINE D'INTERVENTION

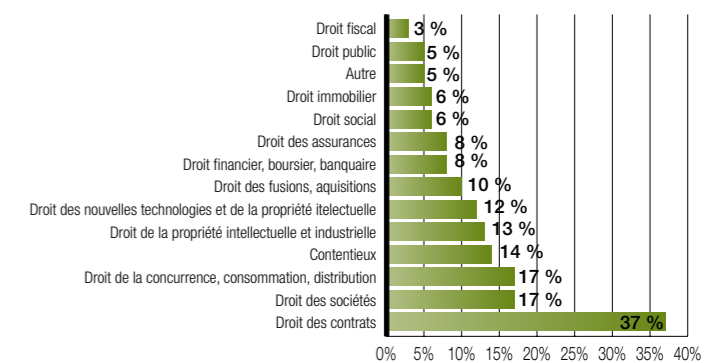


Les 3 principaux domaines d'intervention des Juristes spécialistes sont :

- Le droit des contrats
- Le droit de la concurrence, de la consommation et de la distribution
- Le droit des sociétés

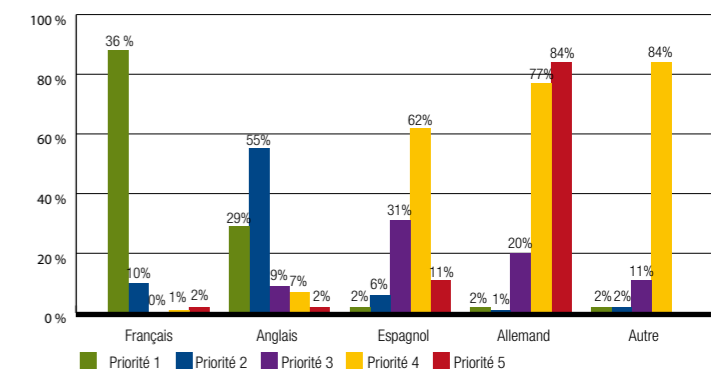
A noter la proportion relativement faible de Juristes contentieux (14%).

DOMAINE D'INTERVENTION



Langues

LANGUES UTILISÉES PAR LES JURISTES EN FONCTION DE LEUR IMPORTANCE

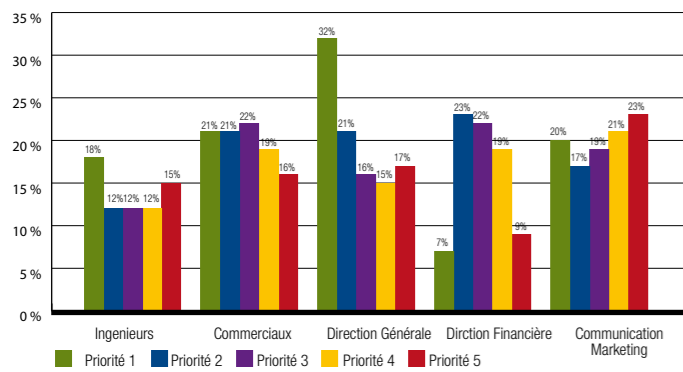


Bien que la langue de travail la plus couramment parlée demeure le français, 25% des Juristes déclarent utiliser prioritairement l'anglais.

L'anglais est la seconde langue la plus utilisée, loin devant toutes les autres, l'espagnol et l'allemand arrivant en 3ème et 4ème position.

Interlocuteurs au sein de l'entreprise

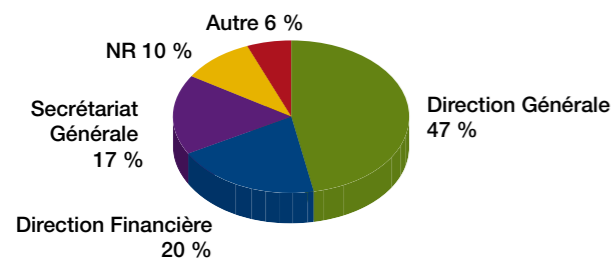
INTERLOCUTEURS DES JURISTES EN FONCTION DE LEUR IMPORTANCE



Il apparaît que le Juriste d'entreprise s'adresse à une variété d'interlocuteurs sans privilégier une catégorie en particulier, confirmant en cela le rôle central qu'il joue au sein de l'entreprise. On notera néanmoins que, pour plus d'un tiers des Juristes, la direction générale reste l'interlocuteur prioritaire.

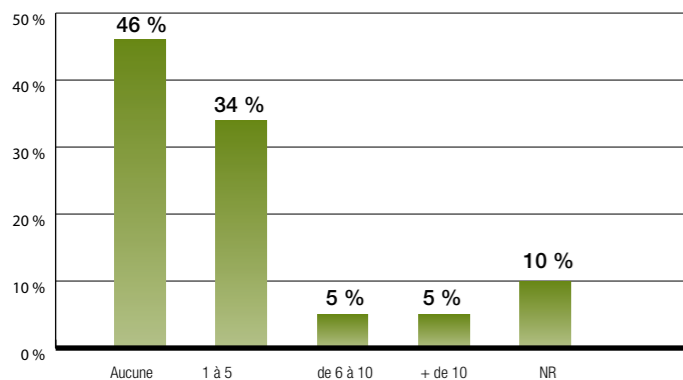
Rattachement hiérarchique

REPARTITION DES JURISTES SELON LEUR RATTACHEMENT HIERARCHIQUE



Management d'équipe

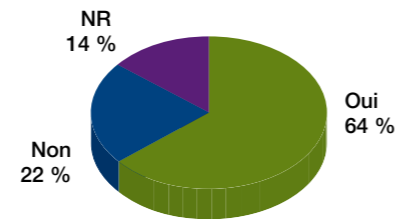
MANAGEMENT D'EQUIPE



A la question « sur combien de personnes avez-vous autorité » 46% répondent aucune. Il convient de souligner qu'un Juriste sur deux est amené à diriger une équipe. Ils sont 10% à avoir la responsabilité hiérarchique sur plus de 5 collaborateurs.

Recrutement

VOTRE ENTREPRISE A T-ELLE RECRUTER DES JURISTES DEPUIS 2 ANS ?



On constate que près des deux tiers des entreprises renouvellent ou renforcent leurs effectifs en recrutant en externe, 50% font appel à un cabinet de recrutement. Enfin, 59% des entreprises ont recruté plus de 2 Juristes au cours des deux dernières années.

Sous l'impulsion des pays anglo-saxons et face à l'augmentation des contraintes juridiques et réglementaires, les entreprises se dotent de services juridiques de plus en plus importants.

Par ailleurs, elles accordent leur préférence aux juristes disposant d'une expérience d'au moins 4 ou 5 ans et attendent de leur part une spécialisation accrue. A ce titre, ce sont les juristes d'affaires et les juristes financiers qui sont les plus recherchés.

Enfin, leur niveau d'exigence a considérablement augmenté. Elles recherchent avant tout des collaborateurs capables d'accompagner leur stratégie.

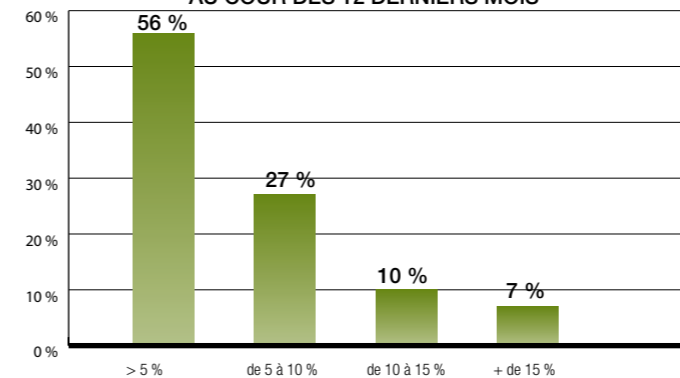
Toutes ces raisons participent à la valorisation des rémunérations des juristes d'entreprise.

REMUNERATION

Rémunération (brute annuelle, hors variable)

La moyenne des rémunérations déclarée est de 62 000€. La rémunération médiane est de 55 000€ (50% des Juristes gagnent plus de 55 000€)

NIVEAU DE L'AUGMENTATION PARCOURUE AU COUR DES 12 DERNIERS MOIS



62% des Juristes ont bénéficié d'une augmentation salariale au cours des 12 derniers mois. Dans plus de 80% des cas, elle est inférieure à 10%.

Facteurs déterminants du niveau de salaire

Age et sexe

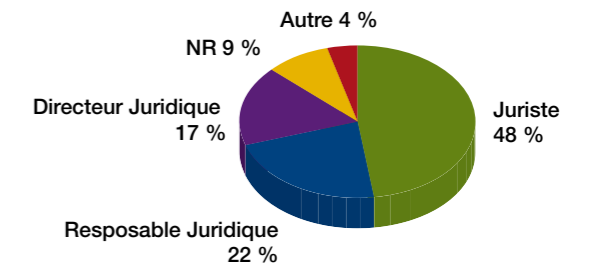
REMUNERATION MOYENNE EN FONCTION DE L'AGE ET DU SEXE (en €)

	Homme	Femme	Total
Moins de 30 ans	34 402	36 832	36 201
Entre 30 et 35 ans	51 720	48 455	49 795
Entre 35 et 40 ans	69 205	64 622	66 830
Entre 40 et 45 ans	79 801	76 532	78 150
Entre 45 et 50 ans	98 086	73 632	87 935
50 ans et plus	120 969	92 765	109 553
Total	69 218	56 221	61 898

Le sexe apparaît comme un élément différenciateur de la rémunération. Si les femmes en début de carrière gagnent plus que les hommes, la tendance s'inverse rapidement de telle sorte qu'une femme Juriste gagne en moyenne 23% de moins qu'un homme. Il apparaît que la progression salariale est approximativement de 25% tous les 5 ans.

Fonction et sexe

REPARTITION DES JURISTES SELON LEUR FONCTION



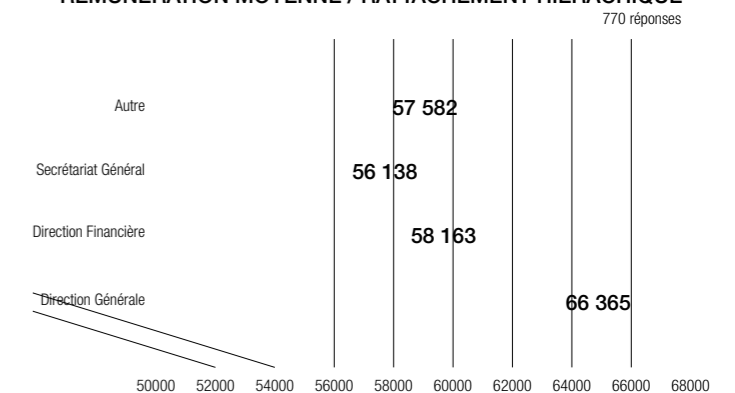
REMUNERATION MOYENNE EN FONCTION DE L'AGE ET DU SEXE (en €)

	Homme	Femme	Total
Juriste	49 231	45 584	46 961
Responsable juridique	64 136	60 576	62 209
Directeur juridique	102 987	91 025	98 133
Autre	119 971	65 841	86 809
Total	69 494	56 238	62 092

En moyenne, un directeur juridique perçoit une rémunération 2 fois plus importante qu'un Juriste. L'écart est également fortement marqué entre un « responsable juridique » et un « directeur juridique ».

Rattachement hiérarchique

REMUNERATION MOYENNE / RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

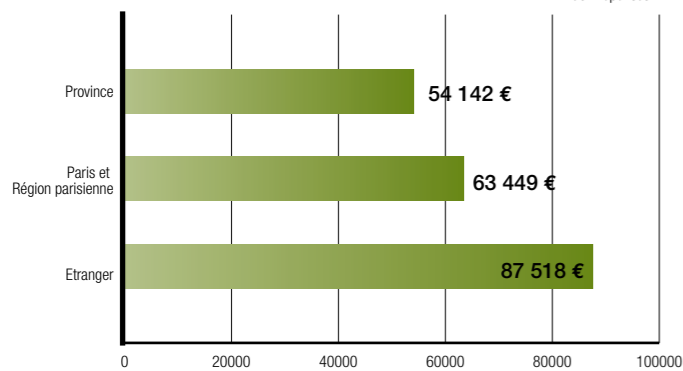


Il est à noter que le rattachement hiérarchique a une influence significative sur le niveau de rémunération.

Chiffre d'affaire et lieu de travail

REMUNERATION MOYENNE / LIEU DE TRAVAIL

832 réponses



Les Juristes qui exercent en province perçoivent une rémunération moyenne inférieure de 13% à ceux travaillant à Paris ou en région parisienne.

REMUNERATION MOYENNE EN FONCTION DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET LIEU DE TRAVAIL (en €)

Chiffre d'affaire	Paris ou région parisienne	Province	Etranger	Total
- de 75 M€	50 659	49 527	47 451	50 195
de 75 à 150 M€	57 273	48 648	57 667	54 790
de 150 à 500 M€	62 145	54 883	-	59 950
de 500 M€ à 1 Md€	62 954	54 651	76 667	61 260
+ de 1Md€	71 113	62 478	106 250	70 985
Total	64 408	55 605	86 683	62 923

On observe également des disparités entre petites entreprises et grands groupes, avec un différentiel de rémunération pouvant atteindre plus de 20 000 € entre les tranches extrêmes.

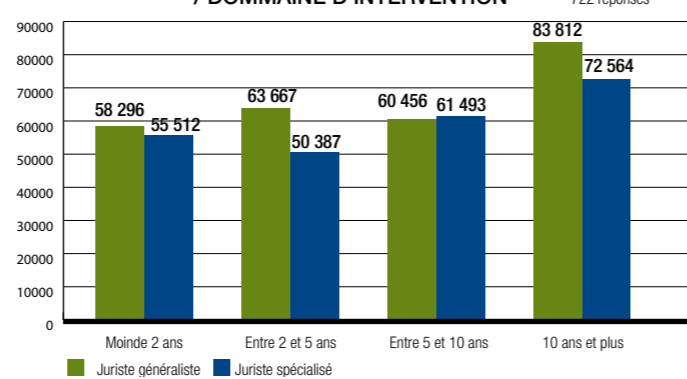
Secteur de l'entreprise

Secteur de l'entreprise	Rémunération moyenne (en €)
Industrie	66 300
Services	60 906
Commerce & Distribution	59 414
Autre	61 197
Total	62 965

Ancienneté et domaine d'intervention

REMUNERATION MOYENNE / ANCIENNETE / DOMMAINE D'INTERVENTION

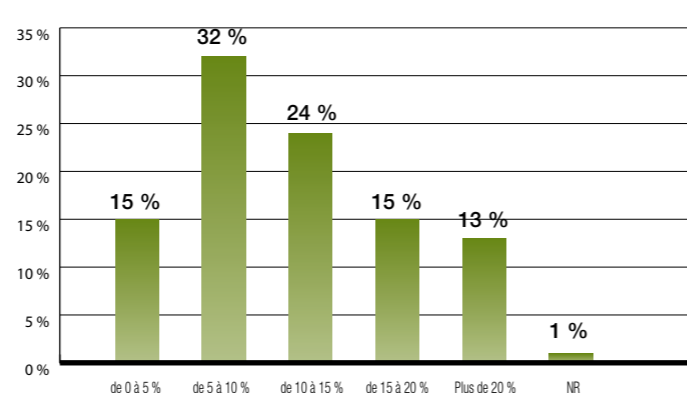
722 réponses



Il existe une faible différence de rémunération entre juriste spécialisé et juriste généraliste, le plus souvent au profit de ce dernier.

Part variable et avantages en nature

PART VARIABLE EN % DU SALAIRE BRUT ANNUEL



La part variable (bonus sur résultat) fait partie intégrante du mode de rémunération et elle est couramment pratiquée dans cette profession, plus de 60 % des Juristes en perçoivent une. Pour la majorité d'entre eux, elle représente plus de 10% du salaire brut annuel.

PART VARIABLE (% en ligne)

Fonction	Non	Oui	Total
Juriste	38%	62%	100%
Responsable juridique	23%	77%	100%
Directeur juridique	16%	84%	100%
Total	30%	70%	100%

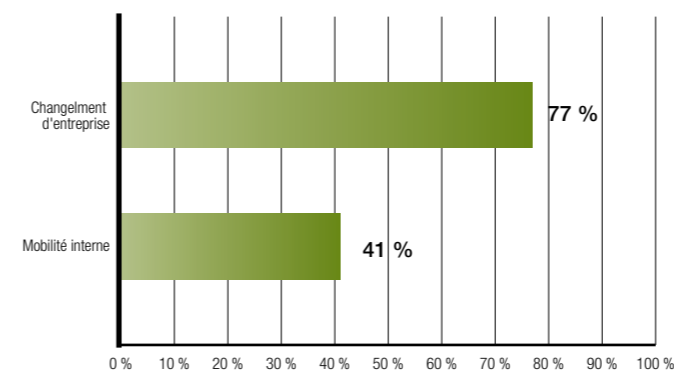
Sans surprise, la part variable tend à se généraliser avec le niveau de responsabilité.

Bon nombre de Juristes (57%) bénéficient également d'avantages salariaux : 25% d'entre eux disposent d'une voiture et 23% de stock options.

BILAN ET PERSPECTIVES

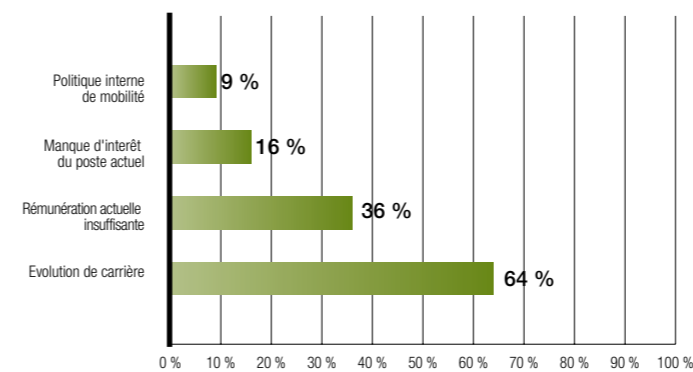
Quel avenir pour le Juriste d'entreprise ?

EVOLUTION ENVISAGEE DANS LES MOIS A VENIR



La majorité des Juristes (56% de l'échantillon) envisage une évolution de poste dans les mois à venir. Dans plus de 3 cas sur 4, leur avenir passe par un changement d'entreprise.

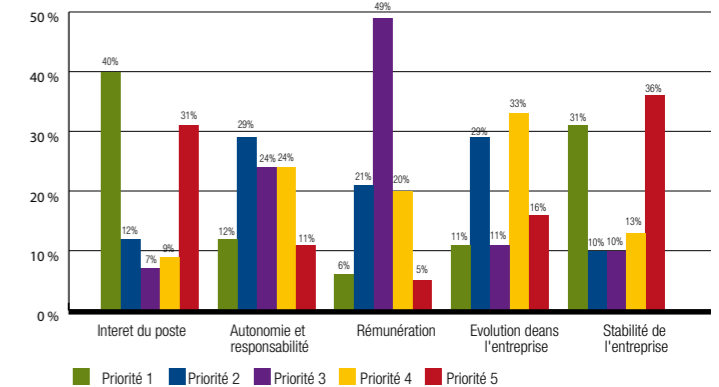
MOTIVATION POUR UN CHANGEMENT DE POSTE



L'évolution de carrière est l'argument le plus souvent avancé pour justifier un changement de poste ; le niveau de rémunération arrive en seconde position nettement derrière.

L'intérêt du poste est le critère de satisfaction prépondérant mentionné par les Juristes. L'autonomie et la responsabilité, de même que l'évolution au sein de l'entreprise viennent ensuite. La rémunération est quant à elle plutôt considérée comme une priorité de troisième ordre.

CRITERES PREPONDERANTS DANS LE TRAVAIL DU JURISTE



Cette hiérarchisation de critères apparaît comme relativement en phase avec les raisons pouvant motiver un changement de poste, à savoir que l'intérêt du poste et l'évolution de carrière priment sur la rémunération.



Robert Half

21 Bld Haussmann – 75009 PARIS – Tél. : 01 55 04 18 18 – paris-juridique@roberthalf.fr

AFJE

9, rue du Faubourg Poissonnière – 75009 Paris – Tél. : 01 42 61 53 59 – admin@afje.org